

---

## Un an après la transition démocratique en Malaisie

### Quel bilan économique et quelles perspectives ?

---

*Le bilan économique d'une année de gouvernement Pakatan Harapan est globalement positif, ce qui n'exclut pas quelques limites. La lutte contre la corruption est un bon exemple d'une politique réussie. De nombreuses réformes structurelles restent à mettre en œuvre, conditions de la capacité à croître et à monter en gamme de l'économie malaisienne (en passe de devenir une économie à haut revenu). Ces réformes permettront aussi à l'économie malaisienne de faire face aux incertitudes de l'économie mondiale avec plus de force.*

.....

Les élections législatives de mai 2018 ont vu l'arrivée au pouvoir de la coalition Pakatan Harapan, dirigée par le Dr Mahathir. Véritable coup de tonnerre, progrès de la démocratie, cette victoire électorale a été obtenue au prix de nombreuses promesses et a été caractérisée par un vote différencié, en particulier entre villes et campagnes.

Le bilan économique d'une année est encourageant car il montre des avancées indéniables, mais aussi des mesures faisant moins consensus, tout en laissant largement intacts les défis à moyen terme.

#### Des avancées indéniables

L'une des principales motivations des électeurs malaisiens a été de se débarrasser d'un gouvernement devenu au fil des années corrompu et moins attentif aux besoins de ses citoyens. Certes, l'économie se développait toujours à un bon rythme, mais la corruption s'était traduite par des scandales – le plus symbolique étant celui du fonds de développement de l'économie 1MDB – aux coûts astronomiques (le coût de 1MDB comme du sauvetage du Fonds des pèlerins (TH) et de FELDA, entreprise publique très active dans les plantations de palmiers à huile, s'élève tout de même à 5 % du PIB). De ce point de vue, le gouvernement de Mahathir a rempli son contrat : réexamen des grands projets, nettoyage des contrats, poursuites des corrompus, mise en place d'un plan national de lutte contre la corruption, projet de réforme de la loi sur les appels d'offres... Mais le gouvernement est allé plus loin.

De fait, la transparence et la gouvernance, en particulier budgétaire, ont été améliorées. Le nouveau gouvernement a fait la vérité sur les comptes publics. Au-delà de l'exercice de remise en cause du bilan de l'équipe gouvernementale précédente, le ministre des finances a souhaité réintégrer dans les comptes de l'Etat des engagements hors bilan de diverses natures, en particulier s'agissant des entreprises publiques et des PPP. La dette publique est passée de 690 Md MYR à près de 1 100 Md MYR (80 %) tout comme le déficit public s'est aussi accru, sans que l'on puisse en faire porter l'entière responsabilité à l'équipe actuelle. Les agences de notation n'ont d'ailleurs pas dégradé la note de la Malaisie et les autres observateurs – FMI, Banque mondiale ou OCDE pour ne prendre que des multilatéraux –, constatant une trajectoire des finances publiques plus vertueuse, ont maintenu leur confiance à la Malaisie. On note

également que plusieurs comités de supervision ont été mis en place à la chambre basse du Parlement, en particulier celui des comptes publics dont la présidence a été confiée à un parlementaire d'opposition (une double première en Malaisie).

Dès lors, après quelques mouvements erratiques sur les marchés au moment de l'élection – fortes sorties de capitaux qui se sont normalisées en quelques jours – la solidité de l'économie a prévalu. Le nouveau gouvernement inspire confiance, avec un ministre des finances jugé solide et un premier ministre qui constituait à lui seul un gage de crédibilité d'un gouvernement comprenant des ministres parfois moins expérimentés. L'économie est diversifiée avec une forte base industrielle et des services de qualité, des marchés financiers profonds et bien réglementés (la Banque centrale est justement très respectée pour la qualité de son travail et son professionnalisme). Malgré un contexte international de plus en plus incertain, en particulier pour un pays tel que la Malaisie fortement intégré dans le commerce mondial (son commerce extérieur représente 130 % de son PIB), la croissance s'est maintenue à un niveau très honorable (4,7 % en 2018 et 4,7 % attendus pour 2019, ce qui est élevé compte tenu du niveau de développement de la Malaisie, en marge de devenir un pays à haut revenu avec un PIB par habitant de 10 950 USD en 2018). Après une chute de 25 % de sa monnaie face au dollar en 2017, le ringgit n'a cédé que 3,5 % en 2018 et résiste bien depuis le début de l'année (- 0,6 %). Pour autant, ce nouveau gouvernement ne répond pas totalement à tous les espoirs placés en lui.

### Des mesures faisant moins consensus

Promesse électorale de premier plan, la suppression de la GST (TVA) est sans doute la plus contestée par les milieux d'affaires et les économistes. Cette GST était un impôt efficace, bien géré<sup>ii</sup>, et neutre. La SST, vieil impôt créé en 1972, l'a remplacée. Son rendement est bien moindre, mais il est surtout très difficile à gérer, créant des incertitudes réelles pour les entreprises. Le gouvernement n'a pas encore entamé de réforme fiscale complète destinée à améliorer la justice fiscale mais surtout à accroître les recettes fiscales (aujourd'hui à 13 % du PIB contre 18 % en 2016... alors qu'elles devraient s'établir à plus de 20 % du PIB compte tenu du niveau de développement du pays et des besoins de financement de ses politiques sociales, y compris la formation). La fiscalité directe s'appuie trop sur les entreprises pas assez sur les personnes, et la fiscalité indirecte est trop faible. Pourtant, les politiques en faveur de l'éducation, de la santé, des retraites et de réduction des inégalités – croissantes même si elles sont plutôt mieux contenues que dans d'autres pays de la région<sup>iii</sup> – nécessiteront plus de marges de manœuvre budgétaires. Et ce n'est pas le recours à des contributions spéciales de Petronas (société pétrolière nationale), compréhensible et bienvenu (10 Md en 2018 et 30 Md MYR en 2019), qui améliorera la situation. Ce recours ne peut en effet s'entendre que de manière transitoire, afin de favoriser un retour à un déficit plus modéré en 2022 (2 % contre 3,7 % en 2018).

En raison de l'érosion rapide du pouvoir, comme dans toutes les démocraties modernes, le gouvernement cristallise les mécontentements car face à ses nombreuses promesses et aux nécessaires réformes structurelles, les Malaisiens ne perçoivent pas d'amélioration de leur pouvoir d'achat ou de leur accès au logement<sup>iv</sup>. C'est particulièrement vrai des 40 % les plus modestes et, même si les deux catégories sont loin de se recouper exactement, des ruraux.

Outre le décalage entre temps long des réformes et temps court de l'opinion et des réseaux sociaux, le gouvernement fait face à une opposition islamo-populiste qui brandit les droits des Malais en toute occasion et sans vergogne. Il faut bien reconnaître que le gouvernement peine à faire valoir ses réformes et parfois plus simplement à convaincre sur ses projets, au-delà des questions économiques, quand le précédent premier ministre, connu pour son niveau de corruption, apparaît comme le champion des droits des Malais. C'est dans ce contexte que la volonté du premier ministre d'assouplir les politiques en faveur des *bumiputera* (Malais et ethnies originelles de Malaisie) semble faire long feu.

## Des défis inchangés à moyen terme

Malgré les efforts engagés par le nouveau gouvernement depuis un an, les problèmes de fond, ceux qui doivent être réglés pour permettre à la Malaisie de poursuivre sa croissance économique afin d'atteindre le seuil des pays à haut revenu d'ici 2022-2023, demeurent.

Tout d'abord, il s'agit de favoriser une montée en gamme de la production malaisienne. Si la phase de diversification économique, qui s'est traduite par la création d'une base industrielle solide avec la Nouvelle politique économique (NEP) mise en place à partir des années 1970 a été une réussite, l'étape suivante peine à se concrétiser. Hormis quelques secteurs précis, aéronautique par exemple, la production industrielle repose majoritairement sur des activités d'assemblage, pour des produits destinés à l'exportation, comme dans le secteur des équipements électriques et électroniques (ou dans celui de l'automobile, même s'il dessert surtout le marché national). Un récent rapport de la Banque mondiale souligne que la qualité de l'éducation doit être améliorée<sup>v</sup> pour offrir des qualifications nécessaires à la montée en gamme de l'économie. Trop souvent encore, les emplois offerts – pour partie à des travailleurs immigrés – sont relativement peu qualifiés. Avec la hausse naturelle des coûts accompagnant le développement économique du pays, la Malaisie ne pourra que perdre face à des économies où les salaires sont bien inférieurs (la compétitivité hors coût devant donc être améliorée).

Ensuite, la numérisation de l'économie reste à faire. Il existe une fracture numérique importante entre grandes entreprises, qui maîtrisent bien ces nouvelles technologies, le commerce en ligne et les sites internet, et nombre PME qui peinent à en comprendre l'intérêt. Le gouvernement en est conscient, qui a par exemple imposé à la fin de l'année 2018 aux fournisseurs d'accès à internet une forte augmentation des débits et une réduction sensible du coût des abonnements. Les ministères chargés d'internet comme de l'industrie en font une priorité, mais peu de moyens ont été dégagés pour véritablement appuyer les nouvelles politiques (les entreprises sont ainsi appelées à s'impliquer fortement, y compris financièrement, pour le développement de l'industrie 4.0... le gouvernement se contentant en quelque sorte d'encourager les évolutions sans apporter de soutien). La diffusion et l'adoption d'outils numériques est donc un impératif pour l'industrie (Industrie 4.0), facteur de modernisation et de montée en gamme, mais les entreprises étrangères ont une longueur d'avance, au point que les autorités mettent facilement en avant leurs exemples.

Enfin, la Malaisie, économie ouverte, doit travailler à son intégration dans les chaînes de valeur ajoutée mondiales. Une grande partie de sa prospérité est née de son ouverture commerciale, de sa capacité à tirer parti de la mondialisation. Cela lui a permis d'attirer des investissements

étrangers et des emplois ; également de faire progresser, au moins pour partie, la qualité et la valeur ajoutée de ses productions. La multiplication des accords de libre-échange change la donne. Pour des raisons largement politiques, le nouveau gouvernement ne souhaite pas ratifier le CPTPP<sup>vi</sup>, pourtant ratifié par certains de ses plus dangereux concurrents comme le Vietnam ou Singapour. De même, et bien avant le différend sur l'huile de palme, la reprise des négociations de l'accord de libre-échange avec l'UE a-t-elle été exclue (alors, encore une fois, que Vietnam et Singapour en ont un avec l'UE).

\*\*\*

Ici comme ailleurs, pouvoir d'achat et logement sont au cœur des préoccupations des citoyens. Et il est parfois autant question de perception que de réalité économique. Et face à une situation héritée du gouvernement précédent, que d'aucuns semblent oublier un peu vite, l'équipe de Mahathir peut afficher un bilan globalement positif.

L'environnement économique international, en particulier si les tensions commerciales entre États-Unis et Chine devaient s'aggraver, pèsera sans doute sur la croissance malaisienne. Pour autant, la solidité de l'économie malaisienne et sa résilience devrait lui permettre de résister. La poursuite des réformes structurelles y contribuera également.

---

<sup>i</sup> On peut toutefois contester en partie ces chiffres, qui incluent, au-delà des normes internationalement admises, des engagements hors bilan qui ne sont pas nécessairement des dettes réelles et constituées.

<sup>ii</sup> Toutefois, les remboursements de crédits de GST n'avaient pas été provisionnés en 2018 alors qu'ils représentent 19 Md MYR (sans compter les 18 Md MYR de remboursement d'impôt sur les sociétés).

<sup>iii</sup> L'indice Gini à 0,4 est le meilleur d'Asie du Sud-Est, mais il est à peine changé après redistribution (soit une performance plus mauvaise que les autres pays d'Asie du Sud-Est après redistribution).

<sup>iv</sup> Pourtant, le salaire minimum a été augmenté de 10 %, le prix des carburants est plafonné (dans l'attente de subventions ciblées sur les plus modestes), l'accession à la propriété est favorisée (mais reste difficile pour les moins favorisés)...

<sup>v</sup> *Malaysia Economic Monitor, Realizing Human Potential, December 2018 (World Bank Group)*

<sup>vi</sup> Le *Comprehensive and Progressive Agreement for Trans-Pacific Partnership* a été signé par 11 pays (Australie, Brunei, Canada, Chili, Japon, Malaisie, Mexique, Pérou, Nouvelle-Zélande, Singapour et Vietnam), représentant un marché de 13 500 Md USD et de 495 millions de consommateurs (20 000 Md USD et 515 millions de consommateurs pour l'UE à 28). Brunei, Chili, Pérou et donc Malaisie doivent encore le ratifier.